

AMLCO DAY

FSMA

AUTORITEIT
VOOR FINANCIËLE
DIENSTEN
EN MARKTEN

AUTORITÉ
DES SERVICES
ET MARCHÉS
FINANCIERS



07/12/2023

Service Contrôle des intermédiaires et des opérateurs financiers et politique de contrôle anti-blanchiment



Jean-Paul SERVAIS

Président de l'Autorité des services et marchés financiers / Voorzitter van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA)

Voorzitter van wereldwijde organisatie beurstoezichthouders /
Président de l'organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO)



PROGRAMME

- 1) La FSMA comme contrôleur AML – Derniers développements
Gaëtan Laga
- 2) Analyses sectorielles - Remote customer onboarding
Audrey Delcourt & Anne-Sophie Anseeuw
- 3) La notion de client et les devoirs de vigilance vis-à-vis des clients
Sandrine Joseph & Reinhard Hemelaere
- 4) Défis et enjeux du volet répressif
Christophe Reineson



PROGRAMME

- 1) La FSMA comme contrôleur AML - Derniers développements
Gaëtan Laga
- 2) Analyses sectorielles - Remote customer onboarding
Audrey Delcourt & Anne-Sophie Anseeuw
- 3) La notion de client et les devoirs de vigilance vis-à-vis des clients
Sandrine Joseph & Reinhard Hemelaere
- 4) Défis et enjeux du volet répressif
Christophe Reineson

De FSMA als AML toezichthouder

- Transversale AML cel
 - Beleid inzake AML toezicht
 - Operationele « desk based » controles
- Samenwerking met andere diensten
 - On site controles uitgevoerd door de Inspectiedienst
 - Juridische dienst
 - Dienst « internationale relaties »
 - Dienst « Prudentieel toezicht op de (A)ICB beheervennootschappen en op de beleggingsondernemingen »
 - Cel « Perimeter »



La FSMA comme contrôleur AML

- Secteurs sous contrôle de la FSMA
 - Sociétés de gestion d'OPC(A)
 - Sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement
 - OPC autogérés qui commercialisent eux-mêmes leurs parts
 - Intermédiaires d'assurance non exclusifs en vie
 - Courtiers en services bancaires et d'investissement
 - Prêteurs (non BNB)
 - Planificateurs financiers indépendants
 - Bureaux de change
 - Prestataires de services en monnaies virtuelles (pm)
- Cas particulier des prestataires de services de financement participatif

La FSMA comme contrôleur AML



- **Coopération au niveau national**

- BNB
- CTIF
- Assemblée des partenaires du collège de coordination AML (rapporte au Comité ministériel de coordination AML) qui a pour but d'identifier et d'analyser les risques de blanchiment auxquels la Belgique est confrontée
- Plateforme AML « public-privé » (Autorités, Febelfin, Assuralia, PayBelgium)
- Parquets

- **Coopération internationale**

- Collèges de supervision AML (18 collèges comme membre permanent) et coopération bilatérale avec les autres autorités AML européennes (ou hors EEE)
- AML Standing Committee (European Banking Authority)
- GAFI

AMLSC

- Two sets guidelines on “de risking” (November 3rd , 2023) :
 - The first set is an Annex to the EBA ML/TF risk factors Guidelines, which set out what financial institutions should do to identify and assess ML/TF risk associated with customers who are Not-for-Profit organisations (NPOs);
 - The second set of Guidelines is broader and tackles the issue of effective management of ML/TF risks by financial institutions when providing access to financial services. These Guidelines clarify the interaction between the access to financial services and institutions’ AML/CFT obligations, including in situations where customers have legitimate reasons to be unable to satisfy Customer Due Diligence (CDD) requirements.
- Guidelines on the use of Remote Customer Onboarding Solutions (October 2nd , 2023).
- Second revision of the Guidelines on risk-based supervision (November 27th , 2023) to include the AML/CFT supervisors of crypto-asset service providers (CASPs) :
 - guidance on the sources of information competent authorities should consider when assessing ML/TF risks associated with CASPs;
 - importance of a consistent approach to setting supervisory expectations where multiple competent authorities are responsible for the supervision of the same institutions ;
 - importance of training to ensure that staff from competent authorities have the technical skills and expertise necessary for the execution of their functions;
 - Apply from December 30th , 2023.

De evaluatie van België door de FATF



- In het kader van de evaluatiecyclus van de FATF (« mutual evaluation »)
- On site opdracht begint 2025 maar België bereidt zich al vandaag voor
- Coordinatie op nationaal niveau door de Thesaurie
- Doel van deze evaluatie :
 - Evaluatie van de technische conformiteit van het AML/CFT preventiesysteem (tz conformiteit van het wettelijke en reglementaire kader)
 - Evaluatie van de efficiëntie van het systeem (oa door het gebruik van praktische voorbeelden en door gesprekken met onderworpen entiteiten)
- Het definitief verslag zal op de webiste van de FATF worden gepubliceerd – impact voor de reputatie van het land op internationaal vlak en voor de geloofwaardigheid van de actoren van de financiële sector in België.

L'AML Package



- Quatre textes législatifs :

- Le règlement "single rulebook" de l'UE fournit des lignes directrices concernant notamment le devoir de vigilance à l'égard des clients, la divulgation de l'identité des bénéficiaires effectifs, l'utilisation d'instruments anonymes tels que les crypto-actifs;
- La sixième directive anti-blanchiment comprend des dispositions à transposer en droit national sur la surveillance, les cellules de renseignement financier ("CRF") et les exigences en matière de partage d'informations qui permettront aux autorités compétentes d'accéder à des informations fiables, telles que l'enregistrement des bénéficiaires effectifs et les actifs conservés dans les zones franches;
- Le règlement instituant l'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux ("AMLA"), dotée de pouvoirs de surveillance et d'enquête, afin d'assurer le respect des exigences en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- La modification du règlement de l'UE sur les transferts de fonds concernant les informations accompagnant les transferts certains crypto-actifs, afin de permettre la traçabilité de ces transferts (« travel rule »).

L'AML Package

- 3 premiers textes (AML Regulation, AMLAR et 6ème Directive) en cours de trilogie. Léger retard par rapport au calendrier initial de la Commission européenne
 - Accord politique attendu pour début 2024
 - Création de l'AMLA fin 2024 – début 2025
 - Fonctionnement effectif complet de l'AMLA Q1 2027
- Règlement sur les transferts de fonds publiés le 9 juin 2023 (entrée en vigueur le 30 décembre 2024)
- Pm : MICAR publié le 9 juin 2023 (entrée en vigueur le 30 décembre 2024 – certaines dispositions le 30 juin 2024)



KEY POINT



- La FSMA est une des autorités de contrôle AML du secteur financier en Belgique et participe aux discussions AML au sein de l'AML Standing Committee créé au sein de la European Banking Authority;
- De evaluatie van België door de FATF is belangrijk voor de reputatie van het land op internationaal vlak en voor de geloofwaardigheid van de actoren van de financiële sector in België;
- Evolutions européennes au niveau institutionnel avec la création prochaine de l'AMLA



PROGRAMME

- 1) La FSMA comme contrôleur AML – Derniers développements
Gaëtan Laga
- 2) Analyses sectorielles - Remote customer onboarding
Audrey Delcourt & Anne-Sophie Anseeuw
- 3) La notion de client et les devoirs de vigilance vis-à-vis des clients
Sandrine Joseph & Reinhard Hemelaere
- 4) Défis et enjeux du volet répressif
Christophe Reineson

Présentation du secteur

- Société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement agréées : 18
 - Le nombre total de SGPCI est de 18.
 - 10 offrent les deux services d'investissement.
 - 7 offrent uniquement l'un de ces deux services.
 - 13 sont agréées pour la réception et la transmission d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers. Pour une des SGPCI, c'est le seul service qu'elle preste.
 - Au 31/12/2022 : 11,6 milliards d'actifs sous gestion et 2,3 milliards d'actifs sous conseil.
- Succursales d'entreprises d'investissement étrangères: 19

Présentation du secteur

- Sociétés de gestion agréées: 19
 - Le nombre total de sociétés de gestion est 19.
 - 2 sociétés de gestion d'OPCVM uniquement, 11 sociétés de gestion d'OPCA uniquement, 6 sociétés de gestion d'OPCVM et d'OPCA.
 - 11 sociétés de gestion disposent d'un agrément les autorisant à offrir des services d'investissement.
 - Au 31/12/2022 : Les sociétés disposant d'un agrément pour pouvoir gérer des OPCVM avaient sous gestion un montant total de 225 milliards d'euros, réparti entre des OPCA et, pour la grande majorité, des OPCVM. Les sociétés agréées uniquement pour la gestion d'OPCA n'avaient, en revanche, qu'un montant de trois milliards d'euros sous gestion.
- Succursales de sociétés de gestion étrangères: 22

Préalable : l'approche fondée sur les risques

- Recommandation numéro 1 du GAFI : Evaluation des risques et application d'une approche fondée sur les risques
 - Analyse nationale des risques
 - Analyse sectorielle des risques
 - Priorités de contrôle
- Recommandations numéros 26 et 15 du GAFI : Contrôle fondé sur les risques → déterminer :
 - Stratégie de contrôle et plan d'inspection
 - Outils de contrôle utilisés
 - Nature, Ampleur, fréquence, intensité, thèmes prioritaires des actions de contrôle

Préalable : l'approche fondée sur les risques

- Résultat immédiat* 3 du GAFI :
 - « Les autorités de contrôle surveillent, contrôlent et réglementent de manière adéquate les institutions financières et les prestataires de services d'actifs virtuels afin de s'assurer qu'ils respectent les obligations de LBC/FT. Les institutions financières et les PSAV appliquent adéquatement les mesures préventives de LBC/FT et déclarent les opérations suspectes. Les mesures prises par les autorités de contrôle, les institutions financières et les PSAV sont proportionnées aux risques. »
- Critères d'évaluation :
 - Identification et compréhension des risques de ML/FT au niveau des secteurs / individuel
 - Stratégie de contrôle
- Lignes directrices du GAFI relatives au contrôle fondé sur les risques
- Orientations d'EBA relatives à la surveillance fondée sur les risques

* Résultats immédiats= domaines clés identifiés dans la méthodologie du GAFI pour un cadre efficace de protection du système financier contre les abus.

Analyse sectorielle : méthodologie

- **Risque de ML/FT = Menace + Vulnérabilités**

- Menace : basée principalement sur l'analyse nationale des risques
- Vulnérabilités : ce sont les facteurs de risques classiques liés, notamment, aux clients, aux produits/services, aux canaux de distribution, aux facteurs géographiques, aux risques émergents

- **Etapas d'analyse :**

- Identification de la menace et des vulnérabilités
- Evaluation du risque de ML/FT :
 - Avant mesure d'atténuation : risque inhérent
 - Après mesures d'atténuation : risque résiduel



Analyse sectorielle : méthodologie

- Sources utilisées :

- GAFI : [FATF Guidance for a risk-based approach for the securities sector \(2018\)](#) & [FATF Report : ML and TF in the security sector \(2009\)](#)
- EBA : [Guidelines d'EBA sur les facteurs de risque \(EBA/GL/2021/16\)](#) (orientation spécifiques pour certains secteurs) & [EBA report on money laundering and terrorist financing risks affecting the European union's financial sector \(EBA/REP/2023/21\)](#)
- Commission européenne : [Commission staff working document accompanying the document Report from the commission to the European Parliament and the Council on the assessment of the risk of money laundering and terrorist financing affecting the internal market and relating to cross-border activities \(SWD\(2022\) 344 final\)](#)

Analyse sectorielle : méthodologie

- Sources utilisées (suite) :
 - Evaluation nationale des risques de ML/FT
 - Evaluation d'autorité de contrôle en matière AML/CFT d'autres Etats membres
 - Survey : self assessment
 - Constats des contrôles
 - Informations des autorités de contrôle prudentiel / du statut
 - Informations de la CTIF
 - Autres : presse, articles universitaires, stakeholders, autorités fiscales, policières, ...
- Coopération avec les services de contrôle prudentiel / du statut

Analyse sectorielle : next steps

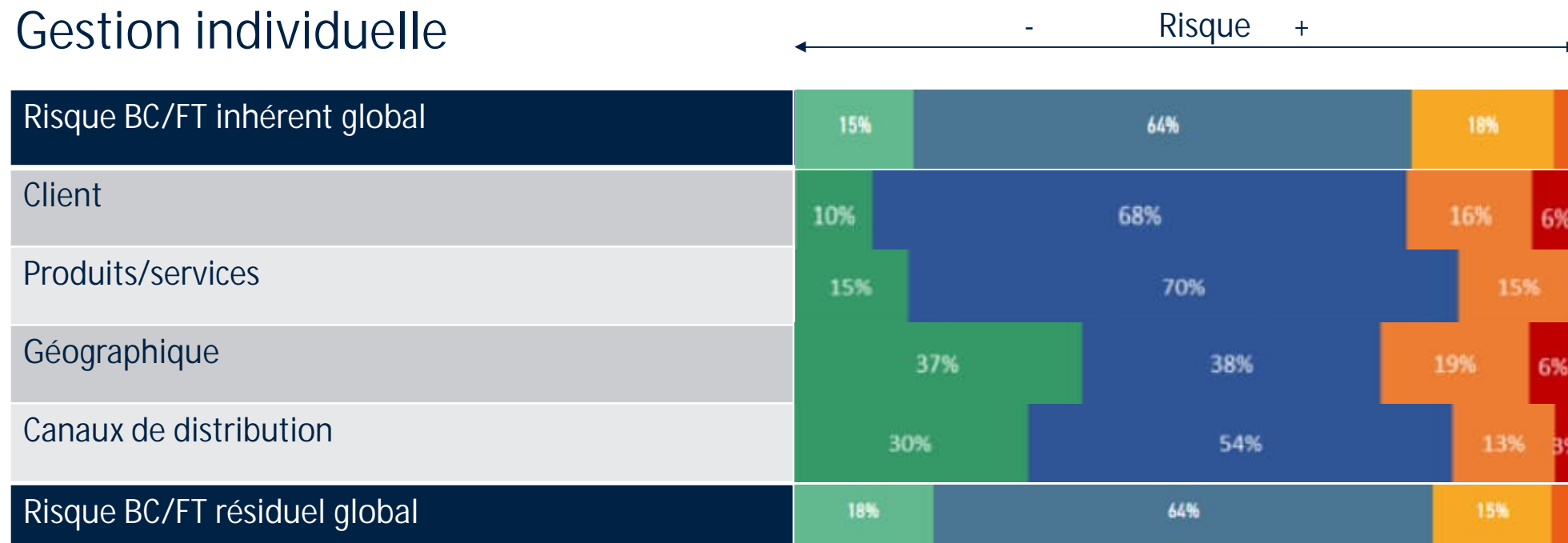
- Finalisation du processus de mise à jour :
 - des analyses sectorielles
 - de la politique de contrôle
 - de la stratégie de contrôle et du plan d'inspection (outils de contrôle utilisés, nature, ampleur, fréquence, intensité, thèmes prioritaires des actions de contrôle)

AMLSC

- EBA Opinion on money laundering and terrorist financing risks affecting the European Union's financial sector :
- Investment firms :
 - The majority of Competent Authorities have rated the overall inherent risk profile of the investment firms' sector as moderately significant;
 - Concerns related to the customer risk exposure, which appears to be further increased in view of the exposure to high-net-worth individuals and the difficulties that firms may encounter in understanding the source of wealth and source of funds of customers, including non-resident customers;
 - often exposed to significant risks related to tax-related crime. This is especially the case when customers are repatriating funds from abroad;
 - wide diversity of complex products, which can be used for illicit purposes. Risks specific to the sector include insider trading and market abuse risk, misuse of companies' assets with investments in companies based in countries at risk, investment in high-risk industrial sectors and mirror trading scams;
 - Emerging risks : linked to financial instruments in crypto, increase use of new technologies.

Zoom sur le rapport d'EBA sur les risques ML/FT

- [EBA Report on ML/TF risks affecting the european union's financial sector \(EBA/REP/2023/21 – July 2023\)](#)
- Gestion individuelle



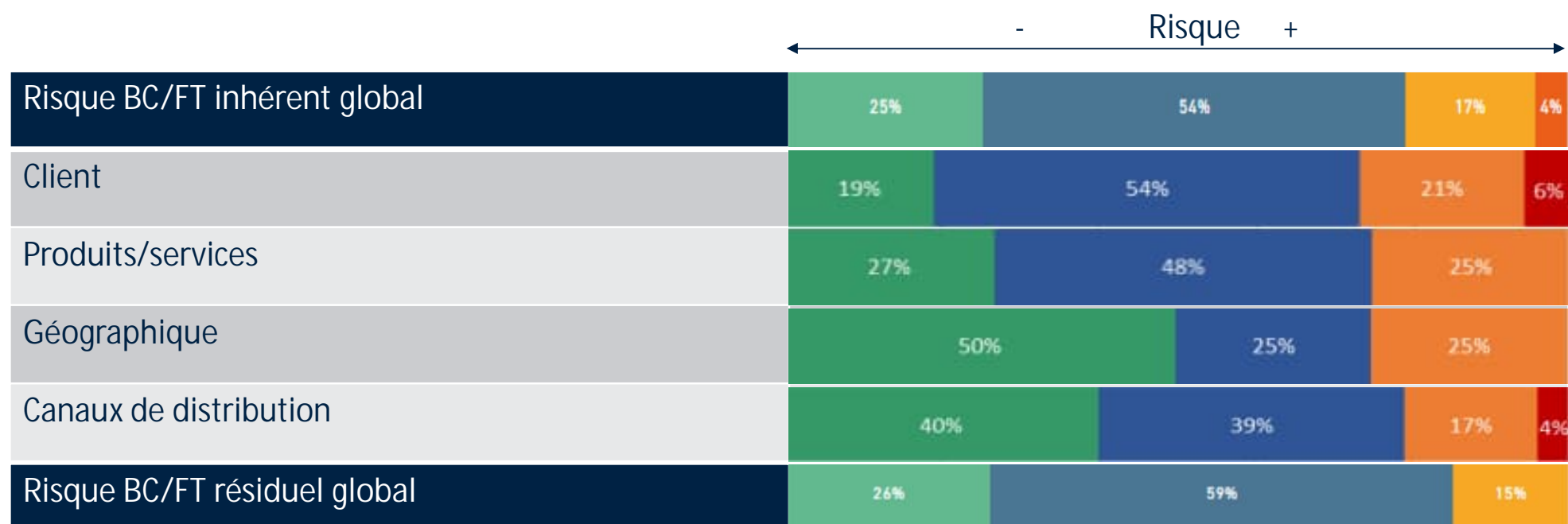
AMLSC

- Fund managers:

- Most Competent Authorities considered that fund managers had a moderately inherent risk profile. The medium to long-term nature of the investment strategy of many funds can limit the overall attractiveness of the sector for ML/TF purposes;
- Risks associated with customers of the funds managed and delivery channel were considered by most Competent Authorities to be key for the sector as a result of the distribution of fund units through intermediaries, which makes the identification and management of ML/TF risk more challenging;
- The sector may be abused to launder the proceeds resulting from criminal activity such as tax evasion, bribery, corruption and organised crime;
- Emerging risks : linked to financial instruments in crypto, increase use of new technologies.

Zoom sur le rapport d'EBA sur les risques ML/FT

- Gestion collective



KEY POINT



- Analyses sectorielles établies par la FSMA sur la base de l'analyse nationale des risques et d'autres sources d'informations (plaintes, autres autorités, police, résultats des contrôles réalisés,...)
- Les risques principaux identifiés pour le secteur de l'asset management :
 - Origine des fonds (notamment lors du rapatriement d'un patrimoine depuis l'étranger);
 - Identification des clients et des bénéficiaires effectifs tenant compte des différentes structures de distribution.



PROGRAMME

- 1) La FSMA comme contrôleur AML – Derniers développements
Gaëtan Laga
- 2) Analyses sectorielles - Remote customer onboarding
Audrey Delcourt & Anne-Sophie Anseeuw
- 3) La notion de client et les devoirs de vigilance vis-à-vis des clients
Sandrine Joseph & Reinhard Hemelaere
- 4) Défis et enjeux du volet répressif
Christophe Reineson

I. Toepassingsgebied

II. Inwerkingtreding

III. Inhoud Richtsnoeren

- A. Interne gedragslijnen en procedures
- B. Informatievergaring
- C. Authenticiteit en integriteit van documenten
- D. Matchen van de identiteit van de cliënt als onderdeel van het verificatieproces
- E. Beroep op derden en uitbesteding
- F. Beheer van ICT- en beveiligingsrisico's
- G. Naleving van de richtsnoeren door kredietinstellingen en financiële instellingen die gebruikmaken van vertrouwensdiensten en nationale identificatieprocessen

I. Toepassingsgebied

→ AML-aanbevelingen bij de acceptatie van cliënt op afstand

II. Inwerkingtreding

→ 2 oktober 2023

III. Inhoud Richtsnoeren

A. Interne gedragslijnen en procedures

1. Gedragslijnen en procedures met betrekking tot de acceptatie van cliënten op afstand
2. Governance
3. Beoordeling van de oplossing voor de acceptatie van cliënten op afstand voorafgaand aan de invoering daarvan
4. Voortdurende monitoring van de oplossing voor de acceptatie van cliënten op afstand

1. Gedragslijnen en procedures met betrekking tot de acceptatie van cliënten op afstand

→ bevatten minstens:

- a) algemene beschrijving oplossing
- b) situaties oplossing kan
- c) verduidelijking stappen autonoom versus stappen menselijke tussenkomst
- d) controlemaatregelen - eerste transactie na onderzoek
- e) beschrijving (1) introductie en (2) reguliere opleiding personeel



2. Governance

→ AMLCO:

- invoering
- toetsing
- herziening

→ leiding:

- goedkeuring
- correcte uitvoering



3. Beoordeling van de oplossing voor de acceptatie van cliënten op afstand voorafgaand aan de invoering daarvan

→ aantonen:

- welke beoordelingen
- uitkomst beoordelingen
- gebruik passend in licht AML risico's

→ beoordeling van:

- a) toereikendheid info
- b) effect bedrijfsrisico's
- c) risicobeperkende maatregelen en corrigerende maatregelen
- d) tests met betrekking tot frauderisico
- e) end-to-endtest werking cliënten, producten en diensten



** a) + d) + e) = ok indien (1) specifiek stelsel voor elektronische identificatie die is aangemeld met betrouwbaarheidsniveau substantieel of hoog of (2) relevant gekwalificeerde vertrouwensdienst overeenkomstig VO nr. 910/2014*

4. Voortdurende monitoring van de oplossing voor de acceptatie van cliënten op afstand

→ beoordelingen en corrigerende maatregelen aantonen

→ beschrijving van:

a) stappen opdat gegevens voortdurend ok

b) reikwijdte en frequentie monitoring

c) omstandigheden ad-hoc toetsingen

d) corrigerende maatregelen bij fouten (look back oefening)

e) beste manier monitoring



III. Inhoud Richtsnoeren

A. Interne gedragslijnen en procedures

B. Informatievergaring

1. Identificatie van cliënt
2. Identificatie van natuurlijke personen
3. Identificatie van rechtspersonen
4. Aard en doel van de zakelijke relatie



1. Identificatie van cliënt

→ in procedure verduidelijken:

- info nodig identificatie
- info nodig verificatie
- wijze verificatie

→ vereisten oplossing:

- a) info actueel en toereikend
- b) alle gegevens leesbaar en voldoende kwaliteit
- c) identificatieproces stopt bij technische tekortkomingen of onderbreking

** a) + b) + c) = ok indien (1) specifiek stelsel voor elektronische identificatie die is aangemeld met betrouwbaarheidsniveau substantieel of hoog of (2) relevant gekwalificeerde vertrouwensdienst en dit overeenkomstig VO nr. 910/2014*

- d) documenten en info voorzien tijdstempel + veilig en leesbaar opgeslagen



2. Identificatie van natuurlijke personen (NP)

→ welke info nodig

→ verduidelijken welke info:

- via cliënt:
 - handmatig
 - automatisch uit door cliënt gegeven documenten:
 - mechanismen invoeren en onderhouden opdat betrouwbaar
 - controle risico's:
 - verberging locatie apparaat cliënt
 - spoofing IP-adres
 - VPN's
- via andere interne of externe bronnen



3. Identificatie van rechtspersonen (RP)

- welke categorie RP kan?
- mate menselijke tussenkomst?
- functies voor het verzamelen van info duiden:
 - a) identificatie en verificatie
 - b) verificatie vertegenwoordigingsbevoegdheid natuurlijke persoon en identificatie natuurlijk persoon zelf
 - c) UBO



4. Aard en doel van de zakelijke relatie

- beoordelen en verkrijgen info voor acceptatie



III. Inhoud Richtsnoeren

A. Interne gedragslijnen en procedures

B. Informatievergaring

C. Authenciteit en integriteit van documenten



C. Authenciteit en integriteit van documenten

→ reproducties origineel:

a) zelfde beveiligingskenmerken als origineel?

b) persoonsgegevens niet gewijzigd of gemanipuleerd? foto cliënt niet vervangen?

c) indien machineleesbare zone - integriteit algoritme behouden?

d) voldoende kwaliteit en scherpte?

e) niet opnieuw foto van foto of scan origineel?

→ automatisch info uit documenten - maatregelen nauwkeurig en consistent

→ verificatie via gegevens chip ID

→ beveiligingskenmerken verifiëren

→ procedure financiële inclusie - indien zwakkere of niet traditionele vormen van documentatie, maatregelen en controles

III. Inhoud Richtsnoeren

A. Interne gedragslijnen en procedures

B. Informatievergaring

C. Authenciteit en integriteit van documenten

D. Matchen van de identiteit van de cliënt als onderdeel van het verificatieproces



D. Matchen van de identiteit van de cliënt als onderdeel van het verificatieproces

→ betrouwbaarheid verificatieproces vergroten in functie AML-risico:

- a) eerste betaling via betaalrekening op naam cliënt bij geregementeerde instelling in de EER of derde land met gelijkaardige AML-vereisten
- b) willekeurige code bevestigen aanwezigheid – eenmalig gebruik en in tijd beperkt
- c) vergelijking biometrische gegevens
- d) telefoongesprekken met cliënt
- e) rechtstreekse verzending berichten aan cliënt (zowel elektronisch als per post)



RELIABILITY

- Indien geen (1) specifiek stelsel voor elektronische identificatie die is aangemeld met betrouwbaarheidsniveau substantieel of hoog of (2) relevant gekwalificeerde vertrouwensdienst en dit overeenkomstig VO nr. 910/2014 dan:
- verificatie:
 - a) bij NP: zichtbare info = verstrekte documentatie
 - b) bij RP:
 - openbare registratie
 - vertegenwoordigingsbevoegdheid NP
 - bij verificatie door middel van biometrische gegevens:
 - voldoende uniek
 - sterke en betrouwbare algoritmen gebruiken
 - indien niet vereiste betrouwbaarheidsniveau, aanvullende controles
 - indien kwaliteit bewijs ontoereikend geen acceptatie op afstand mogelijk (enkel face to face)

- indien geen contact werknemer en acceptatie zonder menselijke tussenkomst:
 - a) foto's en video's adequate belichting en duidelijk
 - b) actueel
 - c) liveness-detectieverificaties uitvoeren
 - d) nagaan of foto's en video's overeenkomen met beeld in officiële documenten via sterke en betrouwbare algoritmen
- indien wel contact met werknemer:
 - a) kwaliteit beeld en geluid toereikend + betrouwbare technologische systemen
 - b) werknemer voldoende kennis (1) AML-wetgeving, (2) veiligheidsaspecten verificatie én (3) misleidingstechnieken
 - c) interviewgids
- willekeurige volgorde - bescherming gebruik synthetische identiteit of dwang
- willekeurige opdrachten werknemer - bescherming samenspanning cliënt en verantwoordelijke werknemer

III. Inhoud Richtsnoeren

- A. Interne gedragslijnen en procedures
- B. Informatievergaring
- C. Authenciteit en integriteit van documenten
- D. Matchen van de identiteit van de cliënt als onderdeel van het verificatieproces
- E. Beroep op derden en uitbesteding



OUTSOURCING

E. Beroep op derden en uitbesteding

→ welke functies en activiteiten verricht door (1) de entiteit zelf, (2) derden of (3) andere aanbieders van uitbestede diensten

1. Beroep op derden overeenkomstig hoofdstuk II, afdeling 4, van Richtlijn (EU) 2015/849
= andere meldingsplichtige entiteiten

- zorgen dat:
 - voldoen EBA-richtsnoeren inzake AML-risicofactoren
 - maatregelen procedures van derden toereikend
 - continuïteit waarborgt relatie cliënt (bescherming tekortkomingen derde)

2. Uitbesteding van cliëntenonderzoek aan aanbieder uitbestede diensten cfr. artikel 29 Richtlijn (EU) 2015/849
= uitbestedings- of agentuurverhouding waarbij aanbieder op grond van contractuele bepalingen te beschouwen is als onderdeel van de entiteit

- EBA-richtsnoeren inzake AML-risico
- EBA-richtsnoeren inzake uitbesteding
- voor en tijdens relatie met aanbieder:
 - a) zorgen procedures daadwerkelijk uitvoert en naleeft cfr. uitbestedingsovereenkomst
 - b) controleren dat aanbieder voldoende is uitgerust en in staat is
 - c) zorgen dat aanbieder entiteit in kennis stelt van wijzigingen
 - d) alleen noodzakelijke gegevens verzamelen en opslaan + duidelijk omschreven termijn
 - e) toegang gegevens = strikt beperkt en geregistreerd
 - f) passende beveiligingsmaatregelen

III. Inhoud Richtsnoeren

- A. Interne gedragslijnen en procedures
- B. Informatievergaring
- C. Authenciteit en integriteit van documenten
- D. Matchen van de identiteit van de cliënt als onderdeel van het verificatieproces
- E. Beroep op derden en uitbesteding
- F. **Beheer van ICT- en beveiligingsrisico's**



F. Beheer van ICT- en beveiligingsrisico's

- risico's vaststellen en beheren (ook bij beroep derden of uitbesteding)
- EBA-richtsnoeren inzake ICT en risicobeheer op het gebied van veiligheid
- beveiligde communicatiekanalen
- beveiligde protocollen en cryptografische algoritmen - beste praktijken sector
- veilig toegangspunt starten proces
- cliënt geïnformeerd over toepasselijke beveiligingsmaatregelen
- bij gebruik multifunctioneel apparaat - beveiligde omgeving softwarecode



III. Inhoud Richtsnoeren

- A. Interne gedragslijnen en procedures
- B. Informatievergaring
- C. Authenciteit en integriteit van documenten
- D. Matchen van de identiteit van de cliënt als onderdeel van het verificatieproces
- E. Beroep op derden en uitbesteding
- F. Beheer van ICT- en beveiligingsrisico's
- G. Naleving van de richtsnoeren door kredietinstellingen en financiële instellingen die gebruikmaken van vertrouwensdiensten en nationale identificatieprocessen cfr. Richtlijn 2015/849



G. Naleving van de richtsnoeren door kredietinstellingen en financiële instellingen die gebruikmaken van vertrouwensdiensten en nationale identificatieprocessen cfr. Richtlijn 2015/849

- beoordelen systeem in overeenstemming richtsnoeren
- nagaan of risico's worden aangepakt:
 - a) risico in verband met authenticatie – imitatiefrauderisico's
 - b) risico dat identiteit cliënt niet opgegeven identiteit is
 - c) risico van verloren, gestolen, verlopen of opgeschorte ID's (identiteitsfraude)



KEY POINT



- beoordeling van de oplossing voor de acceptatie van cliënten (voorafgaandelijk én nadien);
- controle authenticiteit en integriteit informatie;
- beheer van ICT- en beveiligingsrisico's.



PROGRAMME

- 1) La FSMA comme contrôleur AML - Derniers développements
Gaëtan Laga
- 2) Analyses sectorielles - Remote customer onboarding
Audrey Delcourt & Anne-Sophie Anseeuw
- 3) La notion de client et les devoirs de vigilance vis-à-vis des clients
Sandrine Joseph & Reinhard Hemelaere
- 4) Défis et enjeux du volet répressif
Christophe Reineson

Préalables

- [Orientations EBA/GL/2021/02](#) du 1^{er} mars 2021 sur les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle et sur les facteurs de risques dans le secteur des établissements de crédit et des établissements financiers – voir spéc. Orientation n° 16;
- L'interprétation de la notion de client ici présentée s'inscrit dans le seul cadre de la mise en œuvre de la réglementation en matière de LBC/FT;
- Les hypothèses sont générales et illustratives.

Principe de base

Le client est la personne inscrite au registre des actionnaires de l'OPC.

→ Orientations EBA n° 16.14



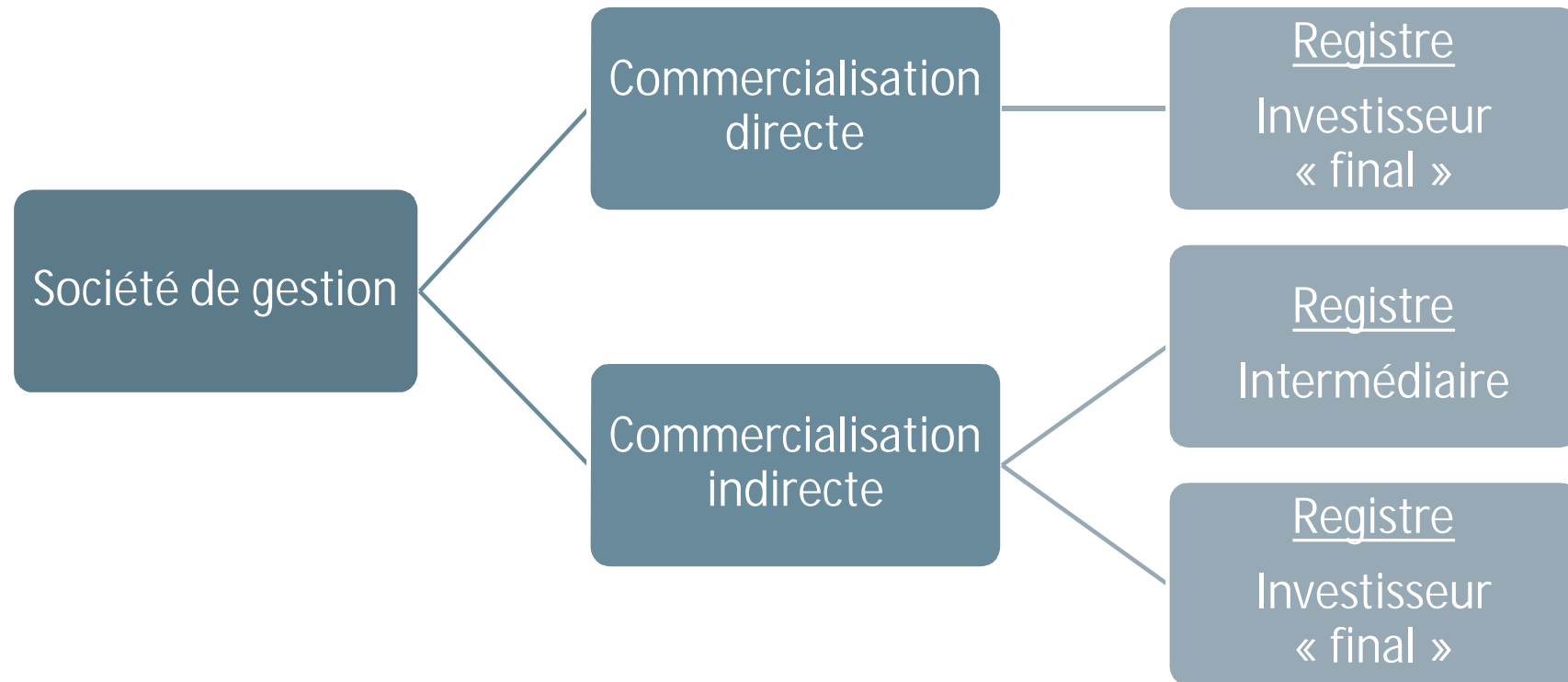
Client et investisseur « final » ne coïncident pas nécessairement.



Il vous appartient de préciser dans vos politiques et procédures qui est le client.
(Orientations EBA n° 4.7. a))



Les hypothèses de distribution*



* Ces hypothèses s'appliquent mutatis mutandis aux OPC/A autogérées.

Modalités de souscription de parts d'OPC

Lorsqu'un client demande à souscrire des parts d'OPC pour la première fois, la société de gestion doit lui demander s'il investit pour son propre compte ou s'il agit en qualité d'intermédiaire investissant au nom d'un tiers.

Si les mesures de vigilance en matière de LBC/FT ne peuvent pas être mises en œuvre (en cas d'impossibilité d'identification du client ou en cas d'impossibilité d'identifier les caractéristiques de la relation d'affaire), la relation d'affaire ne peut en principe pas être nouée et l'AMLCO doit apprécier l'opportunité de procéder à une déclaration à la CTIF.

Beheersvennootschap met directe commercialisatie

Beheersvennootschap

Directe
commercialisatie

Eindbelegger

A. *De begrippen « klant » en « uiteindelijke begunstigde »*

- Klant = eindbelegger
- Uiteindelijke begunstigde
 - Als de eindbelegger een rechtspersoon is: uiteindelijke begunstigde = de natuurlijke persoon die de uiteindelijke eigenaar is van of zeggenschap heeft over de klant.
 - Als de eindbelegger een natuurlijke persoon is: N/A



Beheersvennootschap met directe commercialisatie

Beheersvennootschap

Directe
commercialisatie

Eindbelegger

B. Individuele risicobeoordeling (IRB)

- Kenmerken van de klant en van de zakenrelatie → risicocategorie → waakzaamheidsmaatregelen;
- De beheersvennootschap past haar eigen waakzaamheidsmaatregelen toe ten opzichte van de klanten, in overeenstemming met Boek II, titel 3 van de AML-wet.



Beheersvennootschap met directe commercialisatie

Beheersvennootschap

Directe
commercialisatie

Eindbelegger

C. Know Your Customer (KYC)

- Voorwerp van de identificatie: artikel 26 AML-wet
- Identiteitsverificatie: artikelen 27 en 28 AML-wet
- Identificatie van de kenmerken van de klant en het doel en de aard van de zakenrelatie: artikel 34 AML-wet



Beheersvennootschap met directe commercialisatie

Beheersvennootschap

Directe
commercialisatie

Eindbelegger

D. Know Your Transaction (KYT)

- Opsporing van atypische verrichtingen
- Actualisatie van gegevens die in het kader van KYC verzameld werden



Op basis van een risicogebaseerde benadering

Société de gestion en commercialisation indirecte



A. *Notion de client et de bénéficiaire effectif (1/2)*

- Client =

la personne inscrite au registre des actionnaires de l'OPC;

- Bénéficiaire effectif =

Les personnes physiques qui contrôlent le client, son mandataire

et/ou



Société de gestion en commercialisation indirecte



A. *Notion de client et de bénéficiaire effectif (2/2)*



- Bénéficiaire effectif =

L'investisseur « final », s'il s'agit d'une personne physique pour le compte de laquelle la relation d'affaires est nouée, c'est-à-dire la personne physique qui tirera profit de la relation d'affaires et qui dispose, en droit ou en fait, directement ou indirectement, du pouvoir de décider de l'entrée en relation d'affaires entre l'intermédiaire et le fonds et/ou du pouvoir de fixer ou de consentir aux modalités de cette relation.

Société de gestion en commercialisation indirecte



B. *Evaluation individuelle des risques (EIR)*

- Particularités du client et de la relation d'affaire → catégorie de risques → mesures de vigilance
- EIR vav du client
 - Client = intermédiaire
 - Client = investisseur « final »



Société de gestion en commercialisation indirecte



C. *Know Your Customer (KYC)*

- Objet de l'identification : article 26 de la loi AML
- Vérification de l'identité : articles 27 et 28 de la loi AML
- Identification des caractéristiques du client et de l'objet et la nature de la relation d'affaires : article 34 de la loi AML



Société de gestion en commercialisation indirecte



D. Know Your Transaction (KYT)

- Détection des opérations atypiques
- Tenue à jour des données récoltées dans le cadre du KYC, dont celles des bénéficiaires effectifs



Sur la base d'une approche fondée sur les risques

Externalisation ↔ Tierce-introduction pour les tâches AML

Externalisation	Tierce-introduction
<ul style="list-style-type: none">• Responsabilité finale de la mise en œuvre des obligations de vigilance dans le chef de la société de gestion	
<ul style="list-style-type: none">▪ Tiers pas obligatoirement une entité assujettie → procédures de contrôle à mettre en place	<ul style="list-style-type: none">▪ Tiers introducteur = entité assujettie (loi belge/directive 2015/849 – hors pays tiers à haut risque sauf exceptions spécifiques en matière de groupe) → analyse du risque du tiers introducteur
<ul style="list-style-type: none">▪ Le tiers agit dans le respect des instructions de la société de gestion et sous son contrôle (applique les procédures de la société de gestion – « au nom et pour son compte »)	<ul style="list-style-type: none">▪ Le tiers applique ses propres procédures, de manière autonome

Externalisation ↔ Tierce-introduction pour les tâches AML

Externalisation	Tierce-introduction
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La société de gestion obtient la transmission immédiate des informations récoltées ▪ La société de gestion prend des mesures appropriées pour recevoir, à première demande, une copie des documents reçus dans le cadre de la vérification de l'identité ▪ ↔ obligations analogues dans le chef du tiers introducteur
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Toutes les obligations de vigilance, à l'exception des déclarations de soupçons à la CTIF 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Obligations de vigilance visées limitées : <ul style="list-style-type: none"> • Identification et vérification de l'identité • Objet et nature de la relation d'affaire
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modalité : contrat (modalités d'accès aux informations, modalités de contrôle du respect des procédures par le tiers, ...) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modalité : convention de tierce-introduction (modalités de transmission des informations et documents susvisés, modalités de contrôle de l'application de la convention par le tiers, ...)

KEY POINT



- Client (= personne inscrite au registre des actionnaires de l'OPC) et investisseur ne coïncident pas forcément!
- En votre qualité d'entité assujettie, il vous revient de définir qui sont vos clients.
- Formaliser les rôles et les responsabilités de chaque intervenant, les échanges d'informations, ..., → la société de gestion conserve la responsabilité finale.



PROGRAMME

- 1) La FSMA comme contrôleur AML - Derniers développements
Gaëtan Laga
- 2) Analyses sectorielles - Remote customer onboarding
Audrey Delcourt & Anne-Sophie Anseeuw
- 3) La notion de client
Sandrine Joseph & Reinhard Hemelaere
- 4) Défis et enjeux du volet répressif
Christophe Reineson

Conclusions & Take away

- Evaluatie van België door FATF ;
- Analyses sectorielles des risques ;
- Identification des clients :
 - Formalisation dans vos procédures ;
 - *Remote onboarding* : vérification des documents.